RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE DAX

Villa Gischia - 55 Avenue Victor Hugo
BP 301 - 40107 DAX CEDEX
TEL : 05.58.90.06.84 - FAX : 05.58.74.48.02
E-mail : gtc.dax@greffe-tc.net

GCL LEGAL ET PATRIMOINE
92 cours Saintlouis
33300 Bordeaux

V/REF : 20070210-GS/EC ABGB
N/REF : 97 B 217 / 2010-A-2131

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE DAX certifie qu'il a reçu le 14/10/2010,

P.V. d'assemblée du 02/08/2010
- Modification de l'objet social
- Adjonction de l'article 15 bis des statuts, désignation du titulaire de la capacité de transport et étendue de sa responsabilité

Statuts mis à jour

Concernant la société

ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD
Société à responsabilité limitée
Badire
40170 Lit et Mixe

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2010-A-2131 le 14/10/2010

R.C.S. DAX 413 576 687 (97 B 217)

Fait à DAX le 14/10/2010,

Le Greffier

ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD
SARL au capital de 79664,00 euros
Siège social : Badire - 40170 LIT ET MIXE
RCS DAX 413 576 687

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 02 AOUT 2010

L'an deux mille dix,
et le deux août,
à 10 heures,
Au siège social, à Badire - 40170 LIT ET MIXE.

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD au capital de 79664,00 euros, divisé en 4979 parts sociales de 16,00 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents

Monsieur Gérard BIREMONT
Propriétaire de 2489 parts sociales,
Ci ..... 2489 parts

Monsieur Bernard BIREMONT
Propriétaire de 2490 parts sociales,
Ci ..... 2490 parts

TOTAL ..... 4979 parts

L'Assemblée réunissant la totalité des parts sociales, peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Gérard BIREMONT préside la réunion en sa qualité de cogérant et associé.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Extension d'objet social,
- Modification corrélative des statuts,
- Désignation du titulaire de la capacité de transport et étendue de sa responsabilité,
- Mise à jour des statuts par adjonction d'un nouvel article 15 bis,
- Pouvoirs à donner.

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- La feuille de présence signée par les associés présents ou représentés,

B.B B.B

- Un exemplaire des statuts,
- Le rapport de la Gérance,
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

Il précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais fixés par ledit article et selon les modalités statutaires.

L'Assemblée sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Gérance.
Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

Première résolution

La collectivité des associés, après lecture du rapport de la gérance, décide d'étendre l'objet social aux activités de transports routiers de marchandises en tous genres pour le compte d'autrui et/ou de location de véhicules pour le transport de marchandises, à compter de ce jour.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

En conséquence de l'adoption de la résolution précédente, la collectivité des associés décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société qui est désormais libellé ainsi qu'il suit :

Article 2 - Objet social

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- L'abattage et le débardage ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement,
- Le transport routier de marchandises en tous genres pour le compte d'autrui et/ou la location de véhicules pour le transport de marchandises,

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

B - B B. R

Troisième résolution

La collectivité des associés désignent Monsieur Benoît BIREMONT demeurant Résidence Jean Denasse – Appartement 2 – rue Jean Denasse – 40260 CASTETS, responsable d'exploitation - directeur des transports au sein de la société, et lui délègue tous pouvoirs de façon effective et permanente afin qu'il soit en mesure d'assurer l'entière responsabilité de la gestion de l'activité Transports.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

Comme conséquence de la résolution précédente, la collectivité des associés décide de mettre les statuts à jour par adjonction d'un nouvel article 15bis, ainsi rédigé :

« Article 15bis – DESIGNATION DU TITULAIRE DE LA CAPACITE DE TRANSPORT ET ETENDUE DE SA RESPONSABILITE

Les associés de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD conviennent de désigner Monsieur Benoît BIREMONT, demeurant Résidence Jean Denasse – Appartement 2 – Rue Jean Denasse – 40260 CASTETS, né le 13 décembre 1987 à Dax (40), de nationalité française, responsable d'exploitation- Directeur des transports au sein de la société.

Les associés de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD délèguent à Monsieur Benoît BIREMONT tous pouvoirs de façon effective et permanente afin qu'il soit en mesure d'assurer l'entière responsabilité de la gestion de l'activité Transports.

Toute infraction à la réglementation concernant soit l'hygiène et la sécurité du travail, soit le défaut de surveillance ou d'exécution des travaux pouvant entraîner des accidents, est susceptible de mettre en cause la responsabilité pénale de Monsieur Benoît BIREMONT ou celle des agents placés sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Benoît BIREMONT lorsqu'ils auront eux-mêmes reçu délégation.

Toute infraction à la réglementation concernant l'état des véhicules de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD est susceptible de mettre en cause la responsabilité pénale de Monsieur Benoît BIREMONT ou celle des agents placés sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Benoît BIREMONT lorsqu'ils auront eux-mêmes reçu délégation. »

Le reste des statuts restant inchangé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

La collectivité des associés délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les associés, présents, après lecture.

ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD
SARL au capital de 79664,00 euros
Siège social : Badire - 40170 LIT ET MIXE
RCS DAX 413 576 687

* * * * *

Certifié conforme à l'original

Biremont

Statuts mis à jour le 2 août 2010

ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD
Société A Responsabilité Limitée au capital de 79.664 €
Siège social : « Badire » - 40170 LIT ET MIXE
RCS DAX 413 576 687

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur Bernard BIREMONT
demeurant Badire 40170 LIT ET MIXE
né le 4 juillet 1960 à Mont de Marsan (40)
de nationalité française
marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts

Monsieur Gérard BIREMONT
demeurant Badire 40170 LIT ET MIXE
né le 10 janvier 1964 à Tartas (40)
de nationalité française
marié sous le régime de la séparation de biens

ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

B. G B. B

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

EXERCICE SOCIAL

Article 1 - FORME

La société est une société à responsabilité limitée.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

Ancienne mention :

L' abattage ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement ;

Nouvelle mention :

- **L'abattage et le débardage ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement,**
- **Le transport routier de marchandises en tous genres pour le compte d'autrui et/ou la location de véhicules pour le transport de marchandises,**

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

ABATTAGE BIREMONT GERARD & BERNARD
"ABGB"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "société à responsabilité limitée" ou de l'abréviation "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Badire, 40170 LIT ET MIXE.

B. G K. B

Article 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er ~~janvier~~ et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 1998.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES

Article 7 – APPORTS

Monsieur Bernard BIREMONT apporte à la société la somme de vingt cinq mille francs,

ci ..... 25.000 francs

Monsieur Gérard BIREMONT apporte à la société la somme de vingt cinq mille francs,

ci ..... 25.000 francs

Total : 50.000 francs

Cette somme de 50.000 francs a été déposée à un compte ouvert à la Banque Pellerin agence de Lion, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite Banque.

Par acte sous seing privé en date du 15 mars 200, à effet au 01/10/01 :

- Monsieur Bernard BIREMONT a fait apport à la Société d'un fonds de commerce de débardage, évalué à 55.140,81 €,
- Monsieur Gérard BIREMONT a fait apport à la Société d'un fonds de commerce de débardage, évalué à 13.119,76 €,

- Le capital social a été augmenté de 68.260,57 € pour être porté de 7.622,45 € à 75.883,02 € par voie de création de 4479 parts sociales nouvelles de 15,24 € de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées et attribuées à Messieurs Bernard et Gérard BIREMONT en rémunération de leur apport ;

- Le capital social a été augmenté d'une somme de 3.780,98 € pour être porté de 75.883,02 € à 79.664 € par incorporation de 3.780,98 € prélevés sur le poste « Report à Nouveau » et réalisée au moyen de l'élévation de la valeur nominale des 4979 parts sociales qui passe de 15,24 € à 16 € ;

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

ıcienne mention :

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 francs.

Il est divisé en 500 parts de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

Monsieur Bernard BIREMONT
à concurrence de deux cent cinquante parts,
numérotées de 1 à 250
en rémunération de son apport, ci ..... 250 parts

Monsieur Gérard BIREMONT
à concurrence de deux cent cinquante parts,
numérotées de 251 à 500
en rémunération de son apport, ci ..... 250 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 500 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

ıuvelle mention :

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE DIX NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE QUATRE EUROS (79.664 €).

Il est divisé en 4979 parts sociales de 16 € l'une, numérotées de 1 à 4979, réparties entre les associés en proportion de leurs droits, suite à l'apport de deux fonds de commerce en date du 15 janvier 2002 et à l'augmentation de capital consécutive, suite également à l'augmentation de capital social en date du 15 mars 2002 ainsi qu'à la cession de parts du même jour, savoir:

- Monsieur Bernard BIREMONT, à concurrence de DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX parts sociales, numérotées de 1 à 250 et de 2740 à 4979, ci..... 2490 parts

- Monsieur Gérard BIREMONT, à concurrence de DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT NEUF parts sociales, numérotées de 251 à 2739, ci ..... 2489 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social, ci ..... 4979 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

Article 9 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Toute modification du capital social – augmentation et réduction – sera décidée et réalisée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Dans tous les cas, si ces opérations font apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle des acquisitions ou cessions des droits nécessaires.

Article 10 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

Article 11 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

I – Cessions

1 – Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

B. G B_B

2 - Agrément des cessions

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit des conjoints, ascendants ou descendants d'un associé.

Elles ne peuvent être cédées à titre onéreux ou transmises à titre gratuit, à un tiers étranger à la société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés.

Les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

II - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

III - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur des parts sociales peut revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises et ce, selon les modalités et dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

B.G B_B

Article 13 - DROITS DES ASSOCIES

1 - Droits attribués aux parts

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes.

2 - Transmission des droits

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

3 - Nantissement des parts

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon ces conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

Article 14 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

TITRE III

GERANCE - CONTROLE

Article 15 - GERANCE

1 - Nomination – pouvoirs

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non. La nomination des gérants en cours de vie sociale est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

B.G B_K

Les premiers gérants de la société sont :

– Monsieur Bernard BIREMONT, demeurant Badire 40170 LIT ET MIXE

– Monsieur Gérard BIREMONT, demeurant Badire 40170 LIT ET MIXE

En cas de pluralité des gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique ; l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle–ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots "Pour la société – Le Gérant", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est stipulé que tout emprunt d'un montant supérieur à francs autres que les découverts en banque, tout achat, vente ou échange d'immeubles ou fonds de commerce, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, toute mise en gérance ou nantissement du fonds de commerce, l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés ou, s'il s'agit d'actes emportant ou susceptibles d'emporter directement ou indirectement modification de l'objet social ou des statuts, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

2 – Durée et cessation des fonctions

La durée des fonctions du ou des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les fonctions du ou des gérants cessent par démission, décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

3 – Rémunération de la gérance

B.G B_B

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à une rémunération dont les modalités sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

« Article 15bis – DESIGNATION DU TITULAIRE DE LA CAPACITE DE TRANSPORT ET ETENDUE DE SA RESPONSABILITE

Les associés de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD conviennent de désigner Monsieur Benoît BIREMONT, demeurant Résidence Jean Denasse – Appartement 2 – Rue Jean Denasse – 40260 CASTETS, né le 13 décembre 1987 à Dax (40), de nationalité française, responsable d'exploitation- Directeur des transports au sein de la société.

Les associés de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD délèguent à Monsieur Benoît BIREMONT tous pouvoirs de façon effective et permanente afin qu'il soit en mesure d'assurer l'entière responsabilité de la gestion de l'activité Transports.

Toute infraction à la réglementation concernant soit l'hygiène et la sécurité du travail, soit le défaut de surveillance ou d'exécution des travaux pouvant entraîner des accidents, est susceptible de mettre en cause la responsabilité pénale de Monsieur Benoît BIREMONT ou celle des agents placés sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Benoît BIREMONT lorsqu'ils auront eux-mêmes reçu délégation.

Toute infraction à la réglementation concernant l'état des véhicules de la société SARL ABATTAGE BIREMONT GERARD ET BERNARD est susceptible de mettre en cause la responsabilité pénale de Monsieur Benoît BIREMONT ou celle des agents placés sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Benoît BIREMONT lorsqu'ils auront eux-mêmes reçu délégation. »

Article 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés lorsque les conditions d'une telle nomination sont réunies. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 17 - MODALITES

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 18 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

B.G B_K

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent toujours être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 - Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article 11 des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la société est décidée dans les conditions fixées par l'article 69 de la loi.

La transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Article 18 - ASSEMBLEES GENERALES

1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

B.G B.B

2 - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

3 - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

4 - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Article 19 - CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

B.G B_B

TITRE V

COMPTES SOCIAUX – BENEFICES – DIVIDENDES

Article 20 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Article 21 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le total du bénéfice distribuable et des réserves dont l'assemblée a la disposition, diminué le cas échéant des sommes inscrites au compte "report à nouveau débiteur", constitue les sommes distribuables.

B.G B_B

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée générale des associés détermine la part attribuée à ces derniers sous forme de dividendes.

Tout dividende distribué en violation de ces règles constitue un dividende fictif.

Sur les bénéfices distribuables, la collectivité des associés a le droit de prélever toute somme qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour être inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation.

Le solde, s'il en existe un, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales sous forme de dividende.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par le président du tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

TITRE VI

DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 22 – DISSOLUTION

1 – Arrivée du terme statutaire

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée ou non.

2 – Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital en dessous du minimum légal, ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles 35 et 68 de la loi.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cinquante, la société doit, dans les deux ans, être transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

B.G B.B

Article 23 - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots "Société en liquidation". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé, la dissolution entraîne, sauf décision contraire de l'associé unique, transmission universelle du patrimoine social audit associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 24 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 25 - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont tenus de requérir cette immatriculation dans les plus courts délais, et de remplir à cet effet toutes les formalités nécessaires.

B.G B.B

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 26 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

Fait à Lit et Mixe
l'an mil neuf cent
et le 22/08/1997

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Monsieur Bernard BIREMONT

Monsieur Gérard BIREMONT,

Birement

Birement

ENREGISTRÉ A DAX NORD OUEST
le Vingt Six Août 1997
Vol. 8 Bord. 336 N° 1
Reçu Cinq cents francs

B. G

B. B

Je soussignée, Madame Marie-José BIREMONT née DESCAMPS, épouse de Monsieur Bernard BIREMONT,

déclare avoir été informée de la souscription par mon conjoint de parts sociales dans le capital de la SARL ABATTAGE BIREMONT Gérard et Bernard (ABGB) au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre nous, et ne pas revendiquer, quant à présent, la qualité d'associée de la SARL ABGB.

C'est donc en pleine connaissance de mes droits que je renonce à participer au capital de la SARL ABATTAGE BIREMONT Gérard et Bernard.

Fait à Lit et Mixe, le 22/08/1997

